

PARLEMENT WALLON

SESSION 2025-2026

COMPTE RENDU

AVANCÉ*

Séance publique de commission

Commission chargée de questions européennes

Jeudi 2 juillet 2026

*Application de l'article 161 du règlement

Publication officielle du greffe du Parlement de Wallonie
Square Arthur Masson, 6
5012 Namur
compte.rendu@parlement-wallonie.be

Le compte rendu avancé constitue une reproduction provisoire des interventions des députés, des membres du Gouvernement et des autres orateurs. Il ne peut être cité que s'il est précisé qu'il s'agit d'une version qui n'engage ni le Parlement ni les orateurs.

Le compte rendu avancé est soumis à tous les orateurs qui peuvent retourner leurs corrections dans les 72 heures ouvrables. À défaut, ils sont censés se référer au texte reçu. Aucune modification de fond ne peut être apportée.

Une fois toutes les corrections examinées et éventuellement intégrées, le compte rendu est dit « compte rendu intégral » et remplace le compte rendu avancé sur le site web du Parlement de Wallonie.

Tous les comptes rendus sont disponibles sur le site **www.parlement-wallonie.be**, rubrique *Travaux parlementaires*, section *Publications*.

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE	1
AUDITIONS	1
Priorités de la présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne.....	1
Désignation d'un rapporteur.....	1
Intervenants : M. le Président – M. Guillaume Soupart – M. Nicolas Janssen.	
Audition de S.E. M. Conmy, Ambassadeur d'Irlande près le Royaume de Belgique.....	2
Intervenants : M. le Président – M. Kevin Conmy, Ambassadeur d'Irlande près le Royaume de Belgique.	
Échange de vues.....	4
Intervenants : M. le Président – M. Guillaume Soupart – Mme Sylvie Muratore – M. Loris Resinelli – M. Kevin Conmy, Ambassadeur d'Irlande près le Royaume de Belgique.	
Confiance au président et au rapporteur.....	12
REPRISE DE LA SÉANCE	12
ORGANISATION DES TRAVAUX	13
Intervenants : M. le Président – M. Guillaume Soupart.	
LISTE DES INTERVENANTS	14
ABRÉVIATIONS COURANTES	15

COMMISSION CHARGÉE DE QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidence de M. Willy Borsus, Président

OUVERTURE DE LA SÉANCE

- La séance est ouverte à 14 heures 5 minutes.

M. le Président. – La séance est ouverte.

AUDITIONS

Priorités de la présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne

M. le Président. – L'ordre du jour appelle l'audition sur les priorités de la présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne.

Tout d'abord, je voudrais prononcer quelques mots pour vous remercier, Monsieur l'Ambassadeur, parce que nous en discussions avant de rejoindre la salle de réunion. Aujourd'hui, c'est le deuxième jour de la présidence irlandaise. Dès lors, le fait que vous ayez accepté d'être aussi rapidement présents devant notre Commission chargée de questions européennes et devant nos collègues qui nous suivent à distance est un signe positif auquel nous sommes particulièrement sensibles.

Nous savons aussi à quel point le programme de la présidence irlandaise est un programme dense et dans un moment d'actualité, géostratégique et économique et, à maints égards, qui est un moment absolument crucial, le portfolio des objectifs de la présidence irlandaise est particulièrement dense.

Comme je le disais à M. l'Ambassadeur, nous sommes confiants parce que l'on sait à quel point l'Irlande s'investit dans le débat européen, dans la cause européenne et dans l'avancée de certains dossiers qui sont prioritaires pour nos citoyens et nos compatriotes européens. C'est, si je ne m'abuse, la huitième fois que l'Irlande exerce la présidence. Vous avez immédiatement inscrit cette présidence dans le cadre d'un nouveau trio de présidences, aux côtés de la Lituanie et de la Grèce, qui auront l'occasion d'assumer la présidence ultérieurement.

Chers collègues, M. l'Ambassadeur a une longue expérience. Diplômé du *University College Dublin*, vous avez exercé diverses fonctions, dont celle de chef de mission adjoint aux États-Unis pendant près de quatre ans. Dans les circonstances géostratégiques que

nous connaissons, voilà une expérience qui me semble personnellement particulièrement intéressante. Vous êtes rentré en Irlande, où vous avez notamment été secrétaire adjoint au ministère des Affaires étrangères et du Commerce. Vous occupez actuellement la fonction d'ambassadeur d'Irlande en Belgique.

Chers collègues, vous avez probablement suivi hier les cérémonies et les communications à la faveur du début de la présidence irlandaise. Monsieur l'Ambassadeur, votre pays a mis l'accent notamment sur la compétitivité européenne, la défense des valeurs, le renforcement de la sécurité et de la résilience européennes, la politique industrielle, et le positionnement de l'Europe par rapport à la guerre que la Russie livre à l'Ukraine. Le dossier du cadre financier pluriannuel a aussi glissé singulièrement sous votre pilotage, et plusieurs législations sont aujourd'hui à des étapes différentes – en trilogue ou bientôt en trilogue – et vont devoir faire l'objet d'un travail considérable. Pour l'avoir exercé il y a peu et pour en connaître les différents éléments, nous savons à quel point l'exercice pendant six mois d'une présidence tournante est vraiment un travail très lourd, mais en même temps très enthousiasmant pour un pays.

Je termine en indiquant que notre Région, la Wallonie, est particulièrement sensible, dans le cadre financier pluriannuel, à l'avenir des fonds structurels de la politique de cohésion européenne. Par ailleurs, pour une région agricole, à l'instar de l'Irlande, nous sommes particulièrement attentifs au devenir de la Politique agricole commune. Il y a bien d'autres dossiers qui nous mobilisent – la recherche et d'autres éléments encore –, mais je ne vais pas détailler tout cela, puisque vous êtes notre hôte, notre invité. Merci beaucoup d'être parmi nous cet après-midi.

Désignation d'un rapporteur

M. le Président. – Nous devons désigner un rapporteur. Quelqu'un a-t-il une suggestion à faire ?

La parole est à M. Soupart.

M. Guillaume Soupart (MR). – Je propose M. Janssen comme rapporteur.

M. le Président. – J'ai vu qu'il était extrêmement concentré.

M. Guillaume Soupart (MR). – Mais il est suppléant.

M. le Président. – Il ne peut pas être rapporteur.

La parole est à M. Janssen.

M. Nicolas Janssen (MR). – Je propose M. Soupart comme rapporteur.

M. le Président. – À l'unanimité des membres, M. Soupart est désigné en qualité de rapporteur.

Audition de S.E. M. Conmy, Ambassadeur d'Irlande près le Royaume de Belgique.

M. le Président. – La parole est à M. Conmy.

M. Kevin Conmy, Ambassadeur d'Irlande près le Royaume de Belgique. – *(M. Conmy s'est exprimé en langue anglaise. Les propos prononcés simultanément par l'interprète sont repris ci-dessous en italique.)*

Merci beaucoup de votre introduction. Merci de m'avoir invité ici aujourd'hui. Je suis désolé de m'exprimer en anglais, mais je vous l'assure : vous ne seriez pas fan si j'avais décidé de m'exprimer ici en français. Merci à l'interprétariat. Une fois que j'aurai terminé mes remarques, ce qui me prendra 10 à 15 minutes au maximum, je serai ravi de répondre à vos questions pour que nous puissions débattre des différents sujets. Si je dois répondre à d'autres questions, je le ferai volontiers. S'il vous faut davantage d'informations, nous pourrions évidemment vous fournir une réponse écrite par après.

La présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne 2026 sera marquée par l'action quant à la compétitivité européenne, aux valeurs européennes et à la sécurité européenne. Nous serons guidés par notre principe : « L'Union fait la force ». Notre slogan pour cette présidence est en gaélique : « Ní neart go cur le chéile », c'est-à-dire « L'union fait la force ». Voilà le thème général.

L'environnement actuel est instable et comporte beaucoup de problèmes. Beaucoup de facteurs externes sont hors de notre contrôle, mais dans des domaines vitaux, l'Union européenne doit prendre des actions. Nous devons garantir la prospérité et le bien-être, défendre des valeurs qui constituent le fondement de l'Union européenne, et œuvrer à la sécurité de nos citoyens et de leurs intérêts. Ces trois piliers seront les plus importants de notre présidence. Ils se renforcent mutuellement.

Nous allons travailler à des propositions dans chaque pilier et des priorités qui sont transversales, comme l'engagement mondial. À un moment aussi

incertain, nous allons œuvrer à la relation avec d'autres partenaires, comme le Royaume-Uni et les États-Unis.

L'Union européenne nécessite des fondements solides. Tout d'abord, nous allons travailler sur le budget 2028-2034 via le CFP, le cadre financier pluriannuel, qui va répondre aux questions de l'avenir tout en traitant les problèmes d'aujourd'hui. La politique de cohésion et la Politique agricole commune seront nos priorités. Pour garantir un avenir économique sûr qui répond aux nécessités de notre peuple, nous allons œuvrer à davantage de compétitivité et de productivité.

La feuille de route européenne qui a été débattue par le Parlement et la Commission sera notre feuille de route pour nos travaux en 2026. Cette feuille de route est notre priorité pour notre présidence : les valeurs, le respect de la dignité, la liberté, l'égalité, l'État de droit, le respect pour les droits humains, y compris les minorités. Comme reflété dans l'article 2 du Traité sur l'Union européenne, nos valeurs partagées, celles reprises dans la Charte des Nations unies et dans la Déclaration universelle des droits humains, sont le fondement, ce qui fait que l'Europe est un endroit où il fait bon vivre.

Aujourd'hui plus que jamais, l'Union européenne doit défendre ces valeurs sur notre territoire et à l'échelle internationale. La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, les conflits au Moyen-Orient, au Golfe, les nouvelles menaces et les nouvelles formes de guerre présentent des défis. Nous devons répondre à ces défis. L'Union doit défendre sa sécurité, doit investir dans sa défense et augmenter ses capacités de défense. La présidence irlandaise va travailler à la défense et à la sécurité de l'Union européenne.

En ce qui concerne la compétitivité, afin de garantir un avenir qui protège notre population, nous devons travailler de manière urgente à notre compétitivité et à nos politiques économiques. C'est tout à fait urgent. Nos cibles sont donc ambitieuses. Nous allons utiliser tout ce qui est à notre disposition, faire feu de tout bois pour respecter ces priorités en ligne avec nos objectifs. Nous allons travailler main dans la main avec tous les États membres et toutes les institutions, en trouvant des compromis pour défendre les intérêts de nos citoyens et de nos entreprises.

Notre travail sera guidé par les cinq piliers : la simplification, un marché unique plus intégré, un commerce puissant et une transition énergétique, ainsi que l'intelligence artificielle et la numérisation.

Pour la simplification, nous allons réduire le fardeau administratif superflu via les paquets Simplification. Nous allons donner la priorité à un cadre réglementaire simplifié. C'est la clé pour le développement de l'énergie propre et abordable.

Concernant le marché unique plus intégré, il est le fondement de l'économie de la prospérité européenne. Nous allons davantage travailler à éliminer les barrières pour galvaniser le commerce et garantir des conditions équitables pour les entreprises qui agissent dans l'Union européenne. Nous allons tenter de simplifier la création d'entreprises par la proposition EU Inc.

Il est temps aujourd'hui de prendre des décisions sur notre union d'investissement pour garantir des investissements plus durables en Europe. Pour renforcer le commerce, nous voulons renforcer nos liens et partenariats avec des partenaires fiables et diversifiés. Ce sera au cœur de nos efforts. Nous allons soutenir les efforts de l'Union européenne pour garantir la résilience via la promotion des partnership principes. Nous allons, en ce sens, renforcer les chaînes d'approvisionnement. Nous allons également fournir des efforts en ce qui concerne la crise énergétique en Europe.

Nous allons donner la priorité à la sécurité de l'approvisionnement énergétique en Europe et permettre des systèmes d'énergie plus durables et plus abordables. Nous allons également sortir de nouveaux paquets Climat-Énergie afin que les infrastructures énergétiques soient plus sûres, pour faciliter la transition vers une énergie propre et verte et se débarrasser des énergies fossiles.

Nous allons renforcer les capacités de l'Union européenne dans l'informatique en nuage pour renforcer notre gouvernance numérique. À une ère marquée par de grands changements et de grandes transformations, nous allons convenir d'un sommet sur l'IA en Irlande pour discuter des possibilités que nous offre l'IA et discuter de la société numérique.

Nous allons faire avancer les réseaux sociaux et la connectivité numérique, ainsi qu'investir dans les télécoms, la sécurité et la résilience des câbles sous-marins.

Nous allons donner la priorité à un travail sectoriel pour la pêche et l'agriculture, créer un environnement politique plus favorable, faire avancer la mobilité via Erasmus+ et promouvoir les investissements et la résilience dans des secteurs émergents comme l'IA, les semi-conducteurs et les nouvelles technologies.

Des sociétés saines sont des sociétés productives. La productivité sera à l'ordre du jour. Nous allons faire avancer les législations sur les technologies et sur le médical pour également créer plus de compétitivité dans ce secteur.

Passons aux valeurs. L'Union européenne est fondée sur les valeurs de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'état de droit et du respect pour les droits humains. L'Ukraine continue à subir une agression brutale de la part de la

Russie. Vous avez vu sans doute les attaques sauvages qui ont ravagé Kiev. Dix-sept personnes sont mortes. Vous l'avez certainement vu ce matin. L'agression continue de la Russie a provoqué des dégâts sur l'infrastructure du pays, en plus de la souffrance humaine. Beaucoup d'Ukrainiens ont dû fuir leur maison, leur pays.

Nous allons œuvrer à garantir, préserver ce soutien indéfectible de l'Union européenne envers l'Ukraine par un soutien financier et militaire envers celle-ci. Les sanctions vont rester notre priorité. Nous continuons à appeler à une paix en Ukraine. Les frontières ne peuvent pas être changées par la force. Nous allons renforcer le rôle de l'Union européenne comme acteur fondamental. Nous allons travailler à restaurer l'ordre international mondial, avec les Nations unies et le système international multilatéral. Nous allons défendre les droits des femmes, l'égalité des genres, les droits des personnes LGBTQIA+, la démocratie et l'État de droit.

Nous allons promouvoir un engagement actif envers la paix et la sécurité au Moyen-Orient, surtout pour le conflit israélo-palestinien. Nous réaffirmons notre volonté d'œuvrer à une solution de deux États. Sans parler de la situation à Gaza et la situation qui se détériore en Cisjordanie, nous allons œuvrer à la sécurité dans les conflits du Golfe, en Syrie ; tous ces conflits qui ont des impacts à l'échelle mondiale.

Nous voyons le processus d'élargissement de l'Union européenne comme une expression de nos valeurs qui crée davantage de prospérité et de compétitivité en Europe. Les pays candidats peuvent bénéficier des avantages de la citoyenneté européenne, et l'Union dans son entièreté sera renforcée par toutes ces contributions sociales et économiques qu'apporteront les nouveaux États membres.

Nous allons œuvrer à l'accès à la négociation avec le Monténégro, on l'espère d'ici à fin décembre, et faire avancer les négociations avec l'Albanie, la Moldavie et l'Ukraine. Nous allons promouvoir l'État de droit au sein de l'Union européenne, et ce, dans tous les États membres et dans les pays candidats également, à un moment où les valeurs démocratiques sont remises en question. Nous allons renforcer la résilience européenne via le bouclier démocratique et la stratégie pour la société civile. Nous allons souligner l'importance de garantir la sécurité, le fait que nos décisions soient informées par les volontés de nos citoyens. Notre présidence va œuvrer à la résilience, à la protection de nos citoyens en ligne, à la sécurité des enfants, à la lutte contre la violence, la désinformation et la cybercriminalité. C'est un outil fort pour créer davantage de droit et de démocratie.

Nous devons contrôler les plateformes en ligne et garantir que le Digital Services Act soit mis en œuvre de manière uniforme par tous les États membres. La protection de nos enfants est également très importante

à nos yeux. Ils méritent une enfance qui leur permette de fleurir et de grandir en sécurité. C'est l'une de nos priorités. Le cyberspace doit être sûr pour nos enfants. Nous allons donc œuvrer à défendre les enfants en ligne. Nous allons négocier des accords sur les mesures de vérification d'âge, aider les enfants dans leur parcours en ligne et prendre des mesures législatives pour lutter contre les abus sexuels contre les enfants.

Nous allons œuvrer à protéger notre modèle économique et social, l'inclusion, la cohésion et nous allons prendre des initiatives sur l'emploi favorisant les emplois de qualité. Nous voulons également renforcer la santé des Européens via des initiatives innovantes tout en mettant l'accent sur notre patrimoine culturel et sportif.

Passons à la sécurité. Comme je l'ai déjà mentionné, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, les conflits dans le Golfe, tout cela signifie que nous vivons dans un contexte stratégique et géopolitique compliqué. Ce sera une priorité pour nous. Hier, nous avons invité M. le Président ukrainien Zelensky à notre cérémonie d'ouverture ; nous allons apporter un soutien à l'Ukraine et renforcer la coopération avec nos différents partenaires.

Nous allons également œuvrer à notre stratégie de défense européenne pour tenter de répondre à tous les défis qui menacent aujourd'hui l'Europe. Nous en avons parlé dans le Livre blanc sur la sécurité européenne et la feuille de route. Nous allons soutenir les collaborations pour combler les lacunes stratégiques et renforcer notre sécurité et notre protection contre les menaces hybrides.

Nous allons également travailler sur la mobilité et répondre aux défis de sécurité maritime et de protection de nos infrastructures critiques.

La présidence irlandaise va également renforcer le travail sur la cybersécurité et le terrorisme ; à ce titre, nous allons coopérer avec des États amis non membres de l'Union européenne.

Nous allons également travailler avec l'OTAN. La politique de sécurité et de défense commune est également très importante pour notre présidence. Nous allons promouvoir le développement et l'évolution de la politique de défense et de sécurité commune pour être prêts à nous défendre en cas de crise.

Nous allons également améliorer la sécurité environnementale. Nous allons prendre des actions hybrides au niveau local et international et renforcer notre leadership en matière de biodiversité à différentes conférences des Nations unies.

Nous voulons également renforcer l'économie circulaire ainsi que la sécurité de l'approvisionnement alimentaire de l'Union européenne.

Nous allons faire avancer des mesures pour davantage de coopération transfrontalière pour lutter contre le trafic de migrants, le trafic d'armes et la criminalité organisée. Nous voulons rompre tous ces réseaux, leur financement, garantir la sécurité des ports, des infrastructures européennes, et améliorer la coopération pour s'attaquer à ces réseaux internationaux. Et à ce titre, le Pacte sur la migration et l'asile devra être mis en œuvre dans son intégralité. Nous allons faire progresser les législations pour faciliter le retour des migrants et la numérisation des retours.

Je vais m'en tenir là. Je serai ravi de répondre à vos questions ou de réagir à vos commentaires.

M. le Président. – Merci beaucoup, Monsieur l'Ambassadeur. On voit à travers votre introduction à quel point le programme de la présidence irlandaise est large et dense, en phase avec les priorités européennes et, par ailleurs, dans le cadre des priorités du contexte géostratégique que nous connaissons, ainsi que des situations de rapports économiques entre l'Europe et le reste du monde, où l'on sait à quel point la pression sur l'économie européenne est forte, aujourd'hui, notamment dans le secteur industriel, mais pas que. J'aurai l'occasion d'y revenir.

Monsieur l'Ambassadeur, comme vous nous y avez invités, je me tourne vers les parlementaires et collègues pour un tour de questions. Je me permettrai d'en ajouter l'une ou l'autre, si vous le voulez bien ; je me retournerai ensuite vers vous pour vos réponses. Je vous remercie encore, à la fois pour votre présence, mais aussi pour ce programme incroyablement dense, incroyablement chargé. Je rappelle que nous parlons d'une période de six mois, qui s'inscrit bien sûr dans un continuum, mais je prenais des notes de la plupart des éléments que vous mentionniez et c'est vraiment impressionnant.

Échange de vues

M. le Président. – La parole est à M. Soupard.

M. Guillaume Soupard (MR). – Bonjour et merci, Monsieur l'Ambassadeur. Je suis membre du Mouvement réformateur, qui appartient à Renew Europe au niveau européen.

Six mois pour cette feuille de route, c'est effectivement très peu, mais on sent votre volonté d'avancer dans les différents dossiers. Je vais essayer d'approfondir une seule des thématiques. En effet, je pense que sur les valeurs – défense de l'État de droit, personnes LGBTQIA+, tout ce que vous avez mentionné concernant l'action extérieure, que ce soit en Ukraine ou au Moyen-Orient, protection des enfants, âge pour les réseaux sociaux –, nous sommes complètement alignés. C'est la même chose en matière

de sécurité et de défense – un secteur porteur pour notre économie wallonne –, en matière de migration ou de guerre hybride : nous sommes aussi complètement alignés.

Je voudrais revenir avec vous sur le chapitre de la compétitivité et ses différents aspects. Surtout, depuis les tensions géopolitiques que nous vivons pour le moment, nous avons un enjeu en matière de souveraineté – qu’il s’agisse des technologies liées à l’IA, des câbles sous-marins pour le cloud, de l’approvisionnement en nourriture ou du secteur pharmaceutique, pour lequel des enjeux sont aussi importants pour la Wallonie, puisque nous avons pas mal d’entreprises ici. Il y a également l’énergie ; vous avez expliqué que vous travaillez aussi, notamment, au développement du réseau.

J’ai une question concrète concernant la souveraineté énergétique : comment accélérer concrètement les projets d’extraction et de recyclage que l’on pourrait mettre en place au niveau européen ? Nous avons en Europe les normes environnementales les plus sévères au monde. Concrètement, si l’on veut se démarquer par rapport à la concurrence des autres pays qui fournissent tout cela, comment peut-on accélérer cela ?

Concernant EU Inc., comment surmonter les réticences des différents États membres ? Estimez-vous possible, d’ici la fin de 2026, de compléter ce dispositif ? Il existe un enjeu concernant les champions européens : on a la concurrence asiatique et américaine. Or, beaucoup de règles concernant la concurrence viennent de l’Union européenne. Cependant, on se rend compte que nos entreprises ne sont pas assez consolidées pour concurrencer ces champions.

Concernant la simplification administrative, vous voulez travailler sur le 28^e régime. Comment faciliter très concrètement les affaires transfrontalières ? Quelles barrières lever en priorité ?

J’ai un dernier point concernant la souveraineté, le marché de capitaux et l’attractivité fiscale. Le dossier Euroclear en Belgique a fait beaucoup parler de lui au niveau européen. On sait aussi que l’Irlande est un pays qui sait attirer des capitaux en son sein. Comment faire profiter toute l’Union européenne du travail qui est réalisé en Irlande ? Comment, concrètement, pour les entreprises, nettoyer la surcharge administrative et faciliter leur travail au quotidien ?

Enfin, j’ai une dernière question concernant le budget pluriannuel 2028-2034. On sait qu’il y a de grandes ambitions en sécurité, comme je le disais à l’entame de mon propos. Ce sont des enjeux et des montants qui pourront être très concrètement utiles à l’économie wallonne. Il faut aussi rappeler qu’en Wallonie, on fait partie de ceux qui ont bénéficié largement des leviers historiques en matière de

croissance régionale, notamment en matière de politique de cohésion – je pense aux Provinces de Hainaut et de Liège. Cette politique de cohésion est indispensable à la résilience de nos territoires. Quelle stratégie comptez-vous suivre pour trouver un équilibre et rapprocher les positions des États membres ? J’en parlais encore ce matin lorsque je visitais un *invest* dans ma région : on a beaucoup capitalisé sur ces politiques de cohésion. Pourriez-vous faire le point sur ce dossier ?

M. le Président. – La parole est à Mme Muratore.

Mme Sylvie Muratore (PS). – Je remercie la présidence irlandaise pour la présentation de ses priorités articulées autour de trois piliers essentiels : la compétitivité, les valeurs et la sécurité. Le fil conducteur choisi – la force dans l’unité – résonne particulièrement dans le contexte international instable que nous connaissons. Nous partageons pleinement le constat selon lequel l’Europe doit renforcer son autonomie stratégique. Les bouleversements géopolitiques, la guerre d’agression menée par la Russie contre l’Ukraine, les tensions extrêmes au Moyen-Orient, mais aussi les incertitudes qui pèsent sur nos alliances traditionnelles, démontrent que l’Union européenne doit être davantage capable de défendre ses intérêts, de protéger ses citoyens et d’affirmer sa souveraineté.

Toutefois, cette autonomie stratégique ne peut être réduite à sa seule dimension militaire. Une Europe véritablement forte est une Europe qui investit tout autant dans sa sécurité que dans sa cohésion sociale, ses services publics, sa compétitivité durable, ses territoires et la réussite des transitions écologique et numérique. À cet égard, la négociation du prochain cadre financier pluriannuel 2028-2034 sera déterminante. Nous sommes profondément préoccupés par les orientations actuellement envisagées dans les discussions budgétaires. La diminution des moyens consacrés à la politique de cohésion, l’absence de lignes budgétaires clairement identifiées pour le Fonds européen de développement régional et le Fonds social européen, ainsi que la limitation des investissements sociaux à un seuil de 14 % dans les futurs plans nationaux et régionaux de partenariat constituent autant de signaux préoccupants.

La nouvelle architecture proposée, davantage fondée sur des plans nationaux négociés avec la Commission, risque également d’affaiblir la gestion partagée avec les Régions. Or, cette gouvernance constitue l’un des fondements de la politique de cohésion européenne. Une recentralisation excessive ferait perdre en proximité, en transparence et en efficacité. Comment la présidence entend-elle garantir le maintien d’une politique de cohésion forte, dotée de moyens identifiables, préservant pleinement le rôle des Régions dans la mise en œuvre des investissements européens ?

Nous estimons qu'un budget européen ambitieux est indispensable pour répondre simultanément aux défis de la sécurité, de la compétitivité et de la cohésion. Cela suppose de doter l'Union de ressources à la hauteur de ses ambitions, notamment grâce au développement de nouvelles ressources propres et, lorsque cela est nécessaire, à des mécanismes d'emprunts communs. Nous souhaitons également rappeler que la compétitivité européenne ne saurait être recherchée au détriment de nos secteurs économiques les plus sensibles. À cet égard, nous continuons d'exprimer notre opposition à l'accord commercial entre l'Union européenne et le MERCOSUR, qui fait peser des risques importants sur notre agriculture, en particulier pour les agriculteurs wallons, ainsi que sur le respect de nos normes environnementales, sanitaires et climatiques. Nous saluons d'ailleurs la récente initiative du Parlement européen visant à saisir la Cour de justice de l'Union européenne sur ce dossier.

Enfin, nous partageons la volonté de défendre les valeurs européennes. Il y a quelques jours, au Parlement européen, des élus d'extrême droite se sont levés pour applaudir un vote sur le retour des migrants. Nous parlons ici d'hommes, de femmes et d'enfants qui arrivent sur notre territoire avec leurs blessures, leurs traumatismes et l'espoir de trouver enfin un peu de sécurité. Les valeurs européennes ne consistent-elles pas aussi à rappeler que, lorsqu'un être humain arrive en Europe, il ne perd ni sa dignité, ni son humanité, ni ses droits fondamentaux ? Pendant que nous parlons de soins, de protection et de dignité, d'autres continuent de ne parler que de rétention, d'expulsion et de fermeture, comme si l'on pouvait répondre à la détresse humaine par toujours plus de murs, toujours plus de contrôles et toujours plus de rejet.

Les valeurs européennes, elles, se mesurent aux réponses que nous donnons à ces questions : voulons-nous être l'Europe qui détourne le regard ou l'Europe qui tend la main, l'Europe qui exclut ou l'Europe qui protège ? Pour notre groupe, le choix est clair : nous choisissons la dignité et l'humanité. Il nous semble également essentiel de rappeler la défense de ces valeurs à l'intérieur de notre Union. Face à la montée des extrémismes, au recul de la confiance démocratique et aux fractures territoriales et sociales, renforcer la cohésion demeure l'un des meilleurs remparts contre les forces qui fragilisent le projet européen.

Nous espérons que la présidence irlandaise fera avancer les négociations du futur cadre financier pluriannuel en garantissant une politique de cohésion forte et qu'elle préservera les valeurs européennes fondamentales. La force dans l'unité ne pourra être une réalité que si l'Union parvient à maintenir un équilibre entre sécurité, compétitivité, justice sociale, démocratie, cohésion territoriale et transition écologique.

M. le Président. – La parole est à M. Resinelli.

M. Loris Resinelli (Les Engagés). – *(M. Resinelli s'est exprimé partiellement en langue anglaise. Les propos prononcés simultanément par l'interprète sont repris ci-dessous en italique.)*

Merci avant tout, Votre Excellence, d'être venu ici partager avec nous les priorités de votre présidence pour l'Union européenne. C'est vraiment précieux pour nous, parce que, ici, dans ce Parlement, tous les jours, nous sommes en contact avec les politiques et les normes européennes. C'est donc très important pour nous, surtout pour la Commission de notre président, qui gère les affaires internationales, où nous parlons beaucoup des priorités de l'Union européenne. Je vais passer en français pour mes collègues.

Monsieur l'Ambassadeur, vous avez dressé les cinq priorités de votre présidence. Parmi elles, il y a la notion de compétitivité de l'Union européenne, qui est évidemment très importante pour l'Europe aujourd'hui, dans le monde des superpuissances qui sont autour de nous. En tant que puissance industrielle, nous devons nous y affirmer et être dans le jeu et pas hors du jeu de ce grand commerce international. Comme vous l'avez dit, cette compétitivité doit être restaurée face aux velléités ou, en tout cas, à la surcapacité industrielle chinoise, qui est présente dans le jeu et que l'on constate tous les jours dans nos magasins et dans nos vies. Pour affirmer notre compétitivité européenne, nous devons avoir une réponse ferme, ce qui est aussi le sens de ce que vous portez.

Comment, selon vous, l'Europe peut-elle être encore plus ferme par rapport à ces importations massives de la Chine qui fragilisent notre économie européenne ? La taxe sur les petits colis, qui porte notamment sur des produits en provenance de la Chine, particulièrement de géants comme Temu, et cetera, est entrée en vigueur hier. On sait déjà qu'ils préparent des ripostes et des solutions pour permettre de contourner ces règlements, notamment en allant installer de grands entrepôts en Pologne. Selon vous, comment l'Europe peut être plus ferme encore par rapport à ce risque pour notre marché – c'est d'ailleurs bien plus qu'un risque puisqu'il est constaté aujourd'hui –, notre économie européenne et notre compétitivité internationale ?

Vous avez aussi parlé de simplification administrative et réglementaire. On le sait, le droit de l'Union européenne est lourd et complexe. Il est effectivement assez méconnu de la population en général. Cependant, il promet quand même de grandes valeurs, à savoir nos valeurs européennes, que nous partageons tous ici dans ce Parlement et que nous ne devons pas affaiblir.

Parmi ces valeurs, il y a les valeurs des valeurs sociales et des valeurs environnementales pour lesquelles nous sommes, au niveau européen, parmi les plus grands défenseurs. Quelle est votre position par rapport à la potentielle simplification de la montagne de

normes qu'est le droit européen, tout en préservant ces valeurs indispensables qui sont nos valeurs sociales, nos valeurs environnementales et qui constituent l'identité de l'Union européenne à travers le monde ?

Vous avez aussi évoqué l'intelligence artificielle, la transition énergétique, la compétitivité et le renforcement de l'industrie.

Tous ces thèmes sont intimement liés à notre capacité de produire de la connaissance, d'investir dans notre intelligence, dans notre secteur de la recherche et à transformer les résultats de la recherche en applications concrètes pour permettre à l'Europe d'être un des leaders mondiaux dans toutes ces matières.

Certes, la recherche ne se limite pas qu'à être au service de l'économie et de l'industrie. Elle permet aussi de répondre à des enjeux et des défis sociétaux majeurs, notamment en termes de santé. C'est un sujet qui nous occupe aussi beaucoup dans ce Parlement et qui nous tient particulièrement à cœur au sein de mon mouvement politique.

Il en est de même avec la cohésion sociale aussi. Ce sont de grands sujets que la recherche ne doit pas non plus négliger pour ne pas s'orienter que sur l'économie et sur les enjeux industriels, bien qu'ils soient évidemment tout à fait pertinents également. Comment envisagez-vous ces six prochains mois pour l'Union européenne afin qu'elle puisse continuer et accroître son soutien à notre secteur de la recherche, à la fois en matière de compétitivité, d'économie, d'industrie, mais aussi dans les matières de cohésion sociale, de santé et d'environnement ?

Vous avez également parlé d'un de vos axes prioritaires, soit celui du renforcement de la politique commerciale de l'Union européenne. Il se fait que, pendant le dernier mois qui vient de s'écouler, nous avons eu, dans ce Parlement et dans un autre où nous siégeons également, de longs débats sur la ratification du traité de libre-échange avec le Canada – le CETA.

Au niveau des Parlements de Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, nous avons décidé de ratifier ce traité de libre-échange. Maintenant, la balle est dans le camp du Parlement fédéral qui aura le dernier mot et qui fera normalement en sorte que la Belgique soit le 18^e État de l'Union européenne à ratifier ce traité. Il en restera donc encore neuf. L'Irlande en fait partie. Quelle est votre position par rapport à ce traité ?

On sait que l'Union européenne, via son Parlement et les différentes grandes forces démocratiques et politiques qui y siègent, ont appelé les États membres de l'Union qui n'ont pas encore ratifié le traité, à le faire rapidement, dans l'objectif notamment de pouvoir le moderniser et d'y intégrer des normes environnementales, sociales et sanitaires. Je voulais connaître votre ambition aussi par rapport à cela.

J'ai également entendu quelque chose, mais sur lequel je n'aurai pas de questions, plutôt des remarques et des appréciations, parce que nous le partageons amplement. Il s'agit de deux volets. Premièrement, la sécurité et la défense de l'Union européenne. Nous sommes aussi convaincus que la sécurité de l'Union européenne dans le monde tel qu'il est aujourd'hui passera par une Europe de la défense. Cette dernière, si elle se fait et si l'on arrive à la réaliser, permettra à l'Union européenne de s'affranchir de l'ultradépendance que nous avons aujourd'hui en matière de défense par rapport aux États-Unis via l'OTAN.

Dès lors, quelle votre stratégie pour les six mois à venir, pour avancer sur cette Europe de la défense, notamment dans le cadre de la situation en Ukraine, que vous avez longuement évoquée ? Cette situation est préoccupante et occupe nos pensées dès que nous parlons de défense, parce que nous savons que la Russie et principalement son président n'ont pas forcément les ambitions les plus bienveillantes vis-à-vis de l'Union européenne pour l'avenir.

Enfin, un tout autre sujet est celui de la protection des mineurs en ligne, notamment les réseaux sociaux. La santé mentale est pour nous un enjeu fondamental de la société d'aujourd'hui, la santé mentale des jeunes en particulier. On sait combien les réseaux sociaux et tout ce qui peut tomber dans les mains et/ou sur les écrans, puis dans la tête de nos enfants, de nos jeunes qui passent certainement beaucoup trop d'heures sur les réseaux sociaux – comme nous tous malheureusement –, combien les algorithmes qui génèrent ces réseaux sociaux et qui sont aujourd'hui complètement dérégulés et entraînent des spirales parfois meurtrières, peuvent conduire à des fins tragiques et à des suicides, tant ils peuvent enfermer dans une pensée. Quand la pensée est noire, la pensée est encore plus noire à cause de ces algorithmes qui ne font que générer des contenus plus négatifs les uns que les autres.

Je voulais aussi avoir votre ambition par rapport à cela. C'est un défi immense qui peut être un peu abordé au sein des différents États, mais la plus grande réponse à y apporter est et doit être européenne.

J'ai abordé plein de sujets différents, mais je pense qu'ils sont tous intéressants à aborder avec vous. Je me réjouis d'entendre vos réponses.

M. le Président. – Merci, chers collègues, pour vos interventions. Voilà déjà un menu assez long, Monsieur l'Ambassadeur, et je vais me permettre de l'allonger encore de deux ou trois points, en connexion avec certaines des interventions.

Ma première question portera sur le cadre financier pluriannuel. On sait à quel point celui-ci est un enjeu absolument majeur, plusieurs collègues l'ont évoqué. Quelles sont les étapes ? Nous avons accueilli ici M. Šefčovič, le commissaire européen au Budget.

Quelles étapes décisionnelles voyez-vous durant votre présidence ?

Notre deuxième question rejoint une grande préoccupation que nous partageons et qui s'exprime ailleurs en Europe : le déclin industriel de l'Europe dans toute une série de domaines. Les indicateurs à cet égard sont alarmistes. Une série d'initiatives ont été prises par l'Europe ou sont en cours de processus de décision, comme la taxation carbone aux frontières. Puis, il y a notamment l'acte d'accélération industrielle préparé par le vice-président Séjourné, qui a fait l'objet, après de longues négociations, d'un accord au sein de la Commission, puis qui est maintenant en processus de décision, arrivant ultérieurement dans le trilogue.

Je voudrais vous demander quel est votre point de vue à ce propos. N'oublions pas que la présidence a plutôt un rôle d'arbitre, d'animateur. Elle imprime des priorités ; elle doit être la structure qui négocie, qui porte les compromis, et cetera. Quel est votre programme, votre point de vue concernant cet acte d'accélération industrielle ?

J'ai le même raisonnement concernant la révision des directives à propos des marchés publics, puisque ces directives sont aussi très importantes pour les pouvoirs régionaux et locaux. On sait que ceux-ci représentent, de façon générale, plus de 50 % de la commande publique. C'est aussi un élément susceptible de permettre d'avoir une forme de préférence de proximité ou de préférence européenne, avec les pays avec lesquels nous sommes liés par des accords commerciaux, avec lesquels nous avons des équilibres de relations. Qu'en est-il de la révision de ces directives relatives aux marchés publics ?

J'ai une petite question concernant la cybersécurité. Vous l'avez abordée notamment sous l'angle de la menace hybride, l'utilisation par les puissances étrangères, notamment pour influencer de façon hostile l'opinion des décisions, et cetera, ou de façon criminelle par rapport à de grands flux financiers. Vous avez abordé les enfants, à travers les réseaux sociaux. Je voudrais aussi mentionner les cyberattaques : *hacking*, *phishing*, tout ce qui fait peser sur nos concitoyens, parfois les entreprises et les indépendants, une forme de criminalité croissante, qui consiste à tenter d'arnaquer, de rouler, de vider les comptes des gens, des entreprises, à les bloquer, à les rançonner. Il en va de même d'ailleurs pour certains hôpitaux, pouvoirs locaux, et cetera. Complémentairement à ce qu'elle mobilise aujourd'hui, que peut faire l'Union européenne pour éviter que l'on ait une forme d'incertitude croissante par rapport à la digitalisation des sociétés en général, qui se méfient de toute une série d'attitudes, de risques auxquels – hélas – pas mal de nos concitoyens, entreprises ou institutions sont confrontés.

J'en viens à ma dernière question. Il y a à peu près dix ans que le Brexit a été décidé. Je sais que je

m'adresse à M. l'Ambassadeur d'Irlande ; ma question résonne peut-être donc plus particulièrement. On sait que l'évolution de nos relations avec le Royaume-Uni est un sujet important. Non seulement nous travaillons beaucoup ensemble dans une série de dossiers relatifs à la défense, à nos relations économiques et d'autres encore. Quel est votre regard quant à l'évolution de ces relations ? Je m'adresse au pays qui préside actuellement dans le cadre de la présidence tournante, mais aussi peut-être à l'ambassadeur d'Irlande, qui a très certainement un regard encore plus acéré sur cette question-là.

Merci encore une fois. C'est vraiment une revue politique d'à peu près tous les thèmes ou quasiment qui vous est soumise, Monsieur l'Ambassadeur.

La parole est à M. Conmy.

M. Kevin Conmy, Ambassadeur d'Irlande près le Royaume de Belgique. – *(M. Conmy s'est exprimé en langue anglaise. Les propos prononcés simultanément par l'interprète sont repris ci-dessous en italique.)*

Merci pour vos réponses, questions et commentaires. Je tenterai de répondre à toutes vos questions, à commencer par celle de la souveraineté, qui est également liée à la compétitivité. Au début de notre présidence, l'Union européenne a reconnu l'urgence de la situation. Nous avons une analyse sur laquelle nous sommes d'accord avec le rapport Draghi, les décisions du Conseil européen de ce printemps.

Concernant sa décision, on parle d'un marché. Le cadre pour la mise en œuvre de la feuille de route « Une Europe, un marché ». Nous sommes d'accord concernant l'analyse et l'urgence de la situation. Il y a toute une panoplie de mesures et d'initiatives. La question est la suivante : pouvons-nous fournir l'élan politique, le leadership pour prendre ces décisions ? C'est là que le bât blesse : la prise de décision dans l'Union européenne avec les 27 États membres et leurs différentes perspectives. Notre objectif est d'assumer cette urgence collective et d'agir.

L'agenda relatif à la simplification avance très rapidement au niveau de cette panoplie de propositions, mais on ne va pas très vite lorsqu'il s'agit de prendre des décisions. En ce qui concerne la simplification, la problématique de cette prise de décision est la suivante : la réglementation est nécessaire en matière d'environnement, de sécurité et de santé, mais il faut trouver le juste équilibre entre réforme et simplification, et ce, sans perdre le cœur de nos valeurs.

Pourquoi voulons-nous réglementer ? Les 27 États membres s'accordent pour estimer que l'équilibre de la législation actuelle manque. On peine à le trouver. La simplification et la révision de la réglementation sont donc importantes. Le centre de la discussion est comment le faire en préservant nos valeurs, en

respectant nos volontés, tout en aidant l'industrie et les entreprises européennes à prospérer.

Soyons honnêtes, quand on rencontre des États membres seuls, on est d'accord sur l'approche. Mais chaque État membre peut identifier une proposition de simplification et une proposition de réforme de réglementation qu'il n'aime pas. À la table du Conseil, il faut que tous les gouvernements soient d'accord. Nous devons prendre des décisions rapidement, puis nous entrons dans des discussions plus techniques pour changer les manières de faire. Les pays, parfois, ont alors plus de mal à accepter la complexité de l'Union européenne. La Belgique, la Wallonie, la Flandre partagent cette complexité et cette beauté ; mais à la fin, on y arrive. Cependant, le processus s'apparente parfois à de la torture.

Lors de notre présidence, nous voulons rappeler à chacun, à chaque étape, que l'objectif de cet exercice est de garantir que l'Union européenne puisse être compétitive. Nous devons nous efforcer de trouver des compromis, déboucher sur des accords pour mettre en œuvre ce paquet « simplification » et les réformes qui sont sur la table. Voilà notre rôle au cours des six prochains mois. Nous souhaitons que les États membres parviennent à prendre des accords, avec parfois la nécessité de retourner au niveau politique pour une autre prise de décision.

La feuille de route envisage des accords importants sur toute cette panoplie de propositions d'ici au 31 décembre et, à moins de conclure des accords, nous n'allons pas avancer sur ces dossiers. Voilà notre objectif. Les États membres, les chefs d'État et de gouvernement sont d'accord : nous devons, au cours des six prochains mois, nous atteler à ces détails pour faire des progrès et vraiment ouvrir les discussions pour que des progrès puissent être réalisés. Voilà en ce qui concerne la simplification.

J'entends vos préoccupations. La plupart des États membres sont d'accord sur les raisons pour lesquelles nous avons des réglementations. Il ne s'agit pas d'abolir la législation et de tout simplement faire fi de certaines choses.

Il s'agit de trouver le juste équilibre entre réglementation et simplification. Ainsi, les pays européens et les entreprises européennes pourront faire des progrès et prospérer dans un espace plus propice qui, pour l'instant, peine à l'être.

À ce stade, il s'agit surtout de faire accélérer les négociations et de faire avancer notre agenda. C'est lié à la question des marchés de capitaux ; de la compétitivité de l'Union européenne dans le contexte international ; du succès de l'Irlande – elle a su attirer des investissements, des capitaux. Relevons encore la recherche et l'innovation ; tous ces agendas sont interconnectés.

Le rapport Draghi était très rude pour l'Union européenne. C'était une sorte de sonnette d'alarme. Le capital européen s'enfuit aujourd'hui vers d'autres contrées comme les États-Unis. Ces niveaux de sortie de capital feraient vraiment la différence. Il faut que nos entreprises puissent croître. On retrouve beaucoup cela aux États-Unis ; il y a beaucoup de capital d'investissement. Il n'y en a pas beaucoup en Europe, et même en Irlande, où nous avons une grande tradition d'investissement. Cependant, c'est toujours difficile de trouver le capital de risque en Irlande. Si nous ne changeons pas cela, l'Europe ne pourra jamais jouer dans la même cour que les États-Unis. Je suis également contre la concurrence chinoise qui a été soulevée.

En ce qui concerne les marchés des capitaux, des négociations ont eu lieu, mais elles sont aujourd'hui au point mort. L'Irlande a voulu résister et a voulu parvenir à un cadre européen. Hier, dans une interview, le commissaire a d'ailleurs dit qu'il souhaitait parvenir à un accord sur le cadre réglementaire sur un seul marché des capitaux et qu'il espérait un accord d'ici le mois d'octobre. Il va s'entretenir avec les ministres des Finances d'ici une ou deux semaines et il souhaite parvenir à un accord au cours des prochaines semaines. Il y a d'autres parties du puzzle de la négociation, mais c'est la partie financière qui venait à manquer.

Notre objectif est de faciliter les accords, mais cela nous met la pression lorsqu'il est question d'un dossier comme celui-ci. Quand on est assis à la table des négociations, il faut inviter à des compromis. Je pense que le ministre Simon Harris, le ministre des Finances et Premier ministre adjoint, a répondu à des questions en public et a prévu une date en octobre. Nous espérons donc des progrès à ce sujet. Ce serait un grand succès.

D'un point de vue irlandais national, nous partageons les préoccupations tournant autour du CFP, de la PAC ou sur la cohésion et la question des investissements sociaux. Elles sont très importantes dans des pays qui ont une distinction urbaine et rurale en termes de population. C'est important pour l'Irlande. Nous ne pouvons pas démanteler les nouvelles propositions, comme nous ne pouvons pas démanteler la cohésion et la PAC. Nous devons, lors des négociations, discuter de ce risque et déboucher sur de nouvelles approches. Nous avons moins de marge de manœuvre à un niveau national, mais nous espérons que les autres États membres vont partager nos préoccupations et y faire écho lors des négociations.

Pour un peu sortir de tous ces points spécifiques et regarder le tableau général, nous n'arriverons à un accord en décembre que si les États membres montrent une volonté de faire des compromis en bonne foi et, selon l'agenda, les discussions budgétaires au niveau européen sont souvent de dernière minute. Si tel est le cas, alors on passera à 2027. Ce sera une grande année politique dans différentes parties d'Europe et, alors que

nous entrons dans cette présidence, nous avons beaucoup de bonne foi et des partenariats avec d'autres pays pour faire parvenir cet accord en décembre. Nous devons vraiment faire avancer les négociations pour parvenir à ces accords.

Nous avons été très encouragés par le fait que la présidence chypriote a réussi, lors de leur dernière réunion, il y a quelques semaines, à parvenir à ce cadre qui permet les négociations aujourd'hui. C'est très important. Dans notre agenda, nous avons une boîte de négociation. C'est le cadre pour les négociations. Il y a encore beaucoup de pain sur la planche dans les négociations, mais l'autre question portait sur les ressources.

Aujourd'hui, commencent, d'une manière très sérieuse, les discussions au Conseil européen sur une proposition sur les propres ressources, mais les États membres n'étaient pas d'accord d'en discuter. Or, en juin, ils ont marqué leur accord d'en discuter. Les éléments qui permettent une négociation réussie sont donc aujourd'hui sur la table.

Tout le monde est d'accord que le défi de l'Union européenne demande une nouvelle échelle d'activités, avec des activités augmentées dans beaucoup de différents domaines, surtout dans les domaines de la sécurité et du logement. Beaucoup d'éléments entrent donc dans la discussion de l'Union européenne concernant l'engagement de budgets directs.

L'autre élément, c'est que, sous l'accord financier actuel, la plupart des États membres sont très clairs quant au fait qu'ils ne peuvent pas augmenter leur contribution nationale, vu que leur situation budgétaire nationale actuelle est limitée. En somme, ils veulent que l'Union européenne puisse faire plus, mais ils ne peuvent pas contribuer davantage. Il faut donc trouver une autre solution, parce que cette zone de développement est basée sur les ressources propres.

Il y a maintenant un accord pour parler des ressources propres ; on n'a pas d'accord pour faire autre chose que d'en parler, mais il y a au moins la base pour des négociations. Cela veut dire que les idées sur les ressources propres qui sont autour de la table de la Commission et d'autres États membres peuvent être identifiées pour voir quelles idées pourraient attirer suffisamment d'intérêt et de soutien des États membres. Ensuite, il y a les deux éléments : la dimension des ressources dans le prochain budget, mais également quelles sont les ressources propres et quelles propositions nous permettront d'avoir un accord là-dessus.

Donc, dans notre présidence, jusque là, les choses sont arrivées à un point où nous pouvons voir le cadre de négociation. Le timing est encore très serré. En effet, nous avons six mois – on n'a pas juillet ni août, et après on a du mois de septembre jusqu'à la mi-décembre,

quand le Conseil européen a lieu. On a donc très peu de temps pour essayer de faire tout cela, mais nous nous sommes engagés à essayer de le faire du mieux que nous le pourrons. Si la volonté politique est partagée autour de la table, c'est possible de le faire. Nous avons certainement démarré la présidence avec l'intention de le faire.

En termes d'accords commerciaux, j'entends ce que vous dites sur le MERCOSUR. Vous savez que l'Irlande soutient les initiatives MERCOSUR, surtout celles liées à notre industrie agricole, pour laquelle nous sommes inquiets. Nous soutenons son application et nous sommes également en train d'en finaliser la ratification dans notre Parlement. L'Irlande sera donc prête à s'y joindre. Toutefois, cela a pris 20 à 25 ans pour mettre le MERCOSUR en place. Dans le monde dans lequel nous sommes actuellement, en termes d'agenda, de compétitivité et de défis auxquels l'Union européenne fait face, celle-ci doit avoir des accords commerciaux avec une majorité de pays possible, et la plupart de ces accords vont refléter l'intérêt et les soucis de l'Europe, mais doivent également reconnaître que dans le monde actuel, si nous ne sommes pas d'accord de faire des actions commerciales avec d'autres pays sur la base de règles, ce sera la loi de la jungle. L'objectif est donc d'ouvrir des accords commerciaux sur la base de règlements. Les organisations mondiales voient que des pays très grands – surtout – ne jouent pas le jeu selon les règles. On doit dès lors créer une coalition de pays et de régions engagés dans une approche sur la base de réglementations. Comme cela, on est sûrs que tout le monde va suivre ces réglementations.

Vous le savez, en termes de compétitivité et de rôle de l'Europe dans cette situation stratégique, la réponse au président Trump par rapport aux tarifs a réveillé l'Europe. On pensait qu'on était forts économiquement et qu'on pouvait faire face à cette pression. Mais – et selon l'Irlande, l'Europe a bien choisi – c'était mieux d'avoir un compromis plutôt que d'avoir une guerre commerciale. Néanmoins, on voit que l'Europe doit changer son approche par rapport à la compétitivité, comme cela, elle ne sera pas aussi vulnérable dans le futur.

Voilà l'urgence pour laquelle on doit prendre ces décisions et aller de l'avant. Et cela inclut l'aspect de la compétitivité sur le cadre financier pluriannuel, le fait que l'Union européenne a un plan et qu'elle veut avancer dans le futur là-dessus. On voit que les points de l'agenda sont tous interconnectés, mais, bien entendu, en réponse à la situation internationale actuelle et en lien avec les alliés que nous avons aujourd'hui.

Je pense que j'ai répondu sur la simplification.

Par rapport à l'IA et au capital de la recherche, nous sommes d'accord, au niveau national, sur l'importance de la recherche et de l'innovation, mais je

pense que cela revient au marché de capitaux et à l'investissement. Nous avons besoin que le Gouvernement et l'Union européenne investissent dans l'innovation, mais nous devons avoir accès à des fonds d'investissement également.

Si l'on peut trouver des solutions aux problèmes d'investissement, cela va nous aider à atteindre cet équilibre que l'on doit avoir entre le Gouvernement au niveau européen et l'investissement. Vous le savez, c'est l'Europe qui répond au fait que nous sommes en train de perdre. L'IA est poussée par les États-Unis et la Chine. Peu d'entreprises européennes opèrent à cette échelle avec ce niveau d'innovation ; c'est quelque chose que nous, l'Europe, devons améliorer. Cela fait partie des plans qui sont sur la table pour aller de l'avant.

Sur la protection des mineurs, comme vous l'avez dit, on peut prendre des mesures nationales et mener des actions, mais cela aura uniquement un impact quand ce sera pris au niveau européen. On voudrait voir un accord européen le plus rapide possible, sur un cadre fixant un âge approprié pour l'utilisation des réseaux sociaux. Cela, c'est l'approche préalable à une conversation. C'est compliqué, il y a différentes visions, différentes idées dans différents États membres, mais dans les six mois, nous viendrons à la table pour dire que nous aimerions avoir un accord au niveau européen. Essayons de voir où nous allons arriver. Cela fait partie de notre mission.

Sur le développement de la sécurité et de la défense européennes, c'est un grand point à l'agenda. Nous avons engagé beaucoup de ressources pour avoir tous ces groupes de travail, essayer d'avoir un accord et de mettre en œuvre ces propositions. Nous pensons que beaucoup de progrès seront faits sur la coopération UE-OTAN. Vous savez qu'il y a le sommet à Ankara et donc des décisions à prendre sur l'équilibre entre les aspects européen et transatlantique, et les engagements vis-à-vis de l'Europe. En fin de compte, l'Europe doit faire plus, fait plus et fera plus.

Durant les six prochains mois, on va certainement avancer dans cette ligne d'action.

Sur la cybersécurité hybride et ces sujets connectés, encore une fois, de manière nationale, nous faisons de notre mieux, mais une coopération au niveau de l'Union européenne est nécessaire pour faire des progrès et répondre à ces questions. Cela n'est pas seulement nécessaire au sein de l'UE, mais également entre l'UE et l'OTAN, pour gérer ces menaces et avoir les ressources nécessaires et un partage d'informations. En cybersécurité, vous pouvez défendre vos systèmes nationaux uniquement si vous savez ce qui se passe au niveau international. Dès lors, le cadre d'actions pour la protection contre les cyberattaques est très fort et se développe continuellement. Il y a des cas semblables au niveau de l'OTAN et dans le domaine hybride. Pour les

échanges entre l'OTAN et l'UE, mais également l'action et le renforcement de ces points d'attention au niveau de l'Union européenne, on prend plusieurs initiatives pour discuter de l'aspect cyber et hybride et l'agenda de résilience qui a été mentionné également pour essayer de rapprocher les experts de l'UE et de l'OTAN et déterminer comment mieux collaborer pour la mise en pratique de l'agenda de l'Union européenne.

Si j'ai manqué quelque chose, je suis sûr que vous allez y revenir.

À propos du Brexit et pour répondre à votre question, il devait y avoir un sommet Royaume-Uni-UE avant que Keir Starmer annonce sa démission. Ce sommet a été postposé, mais aura lieu bientôt après qu'un nouveau Premier ministre britannique soit désigné dans les prochaines semaines. Les relations entre l'UE et le Royaume-Uni se sont certainement améliorées depuis que le gouvernement de Keir Starmer a été formé, il y a deux ans.

Le sommet qui avait été planifié pour juillet devait permettre d'arriver à de bons accords pour améliorer les relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur les échanges, les espèces, l'agriculture et les standards alimentaires en réduisant la charge réglementaire via des accords bilatéraux, accords qui pourraient également bénéficier à l'Irlande du Nord. Dès lors, nous avons hâte de voir ces accords mis en place.

D'après moi, la situation géostratégique qui a changé est à la base du fait que les relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sont importantes pour la coopération et l'énergie de l'Union européenne, mais également pour la sécurité et la défense. Je pense que l'attitude générale des États membres de l'Union européenne est que nous sommes tous intéressés pour développer une meilleure relation entre l'UE et le Royaume-Uni dans la mesure du possible.

Par rapport à l'avenir, cela dépendra des gouvernements et des approches qui seront prises. Nous voyons beaucoup de détermination et de bonne volonté du point de vue de l'Union européenne pour améliorer la situation avec le Royaume-Uni à moyen et court terme.

Selon moi, il y a eu des progrès. Les choses se sont améliorées et l'on espère qu'une fois que l'on saura qui sera le nouveau leader au Royaume-Uni en tant que Premier ministre, que ce sommet sera replanifié très rapidement et que ces accords pourront avancer. Cela fait partie de l'agenda et les sujets qui seront discutés lors du sommet ainsi que d'autres zones de coopération doivent avancer selon un programme qui continue. La situation est prometteuse et nous avons hâte de voir des progrès à ce sujet.

M. le Président. – Monsieur l’Ambassadeur, merci pour l’ensemble de votre intervention, mais aussi de ces réponses particulièrement franches, directes et intéressantes, si je peux me permettre de les caractériser.

Vous avez brossé un ensemble de réponses. Je ne sais s’il y a l’un ou l’autre point qui n’aurait pas été abordé que vous auriez identifié. Si c’est le cas, M. l’Ambassadeur vient d’indiquer qu’il était prêt à répondre.

M. Loris Resinelli (Les Engagés). – Une précision sur le libre-échange. Vous avez parlé des différents traités, mais j’avais une question spécifique sur le CETA avec le Canada.

M. Kevin Conmy, Ambassadeur d’Irlande près le Royaume de Belgique. – *Oui, l’Irlande est en train de ratifier cette législation en ce moment. Nous sommes en sa faveur et nous espérons compléter la ratification assez rapidement.*

M. Loris Resinelli (Les Engagés). – Avez-vous une stratégie pour encourager les huit derniers pays de l’Union européenne à ratifier, ou attend-on juste la Wallonie ?

M. Kevin Conmy, Ambassadeur d’Irlande près le Royaume de Belgique. – *(M. Conmy s’est exprimé en langue anglaise. Les propos prononcés simultanément par l’interprète sont repris ci-dessous en italique.)*

Pour nous, la plupart des huit pays sont tous en train de se diriger vers la ratification. Nous sommes confiants. Bien entendu, nous avons tous des procédures domestiques et nous comprenons qu’elles puissent être parfois laborieuses et lentes. Mais je pense que le CETA est moins controversé que le MERCOSUR. À terme, nous allons également ratifier le MERCOSUR, même si beaucoup d’États membres n’étaient pas en sa faveur. Le problème maintenant avec le MERCOSUR, c’est qu’il est négocié depuis 20 ou 25 ans, et que le monde dans lequel nous vivons est différent de la façon de faire les choses dans l’Union européenne actuellement. Or, si l’on veut travailler avec d’autres régions et pays, être en concurrence avec de grands pays qui ont des agendas différents et des systèmes de commerce ouverts, on doit traiter avec eux. Nous devons être plus rapides sur d’autres accords commerciaux.

L’accord australien est également à nouveau sur la table. C’est bienvenu et nous devons avancer vers les prochaines étapes. Cet agenda comprend plusieurs éléments dont nous avons discuté aujourd’hui et il est urgent. Nous ne devons plus travailler comme d’habitude ; on ne peut pas prendre 20 ans pour traiter des sujets de ce genre. Nous devons être beaucoup plus agiles et rapides, et capables de répondre aux situations dans lesquelles nous sommes maintenant.

M. le Président. – Merci beaucoup, Monsieur l’Ambassadeur. Merci également à votre conseillère

pour sa présence. On voit à quel point nous sommes proches, ici en Belgique, ici en Wallonie, de pas mal de priorités, de pas mal de points, de beaucoup d’objectifs que vous avez cités dans le cadre de votre présidence. Nul doute que nous serons mobilisés aux côtés de nos autorités fédérales, des autres Régions et Communautés pour nous inscrire positivement dans les progrès de ces négociations, de ces objectifs, de ce portfolio durant la présidence irlandaise.

Merci d’avoir pris note des points d’attention que nous partageons aussi, pour nombre d’entre eux – sur la politique de cohésion, sur la compétitivité, sur la résilience de nos territoires, sur la politique de défense, sur le soutien à l’Ukraine, pour ne citer que quelques exemples parmi d’autres. Nous sommes confiants dans le travail qui sera mené par l’Irlande dans ce contexte incroyablement compliqué et difficile, et dans le cadre géostratégique qui l’est tout autant.

Par ailleurs, je voudrais encore vous remercier de votre disponibilité. Je sais que votre agenda est légitimement très chargé. Il l’est de façon générale ; il l’est encore plus en cette période. Je ne vais pas prolonger les discussions. Merci encore pour votre grande disponibilité et pour avoir fait le déplacement à Namur.

Petit message pour mes collègues. Je vais suspendre nos travaux cinq minutes, si vous le voulez bien. Je vous suggère de rester présents. Nous avons encore quelques brèves minutes à utiliser pour prendre les décisions concernant le rapport, et cetera. Nous pourrions alors poursuivre sur les autres travaux pour nos prochaines commissions.

Merci encore. Je vous raccompagne.

M. Kevin Conmy, Ambassadeur d’Irlande près le Royaume de Belgique. – *Merci beaucoup, merci pour votre temps.*

Confiance au président et au rapporteur

M. le Président. – À l’unanimité des membres, il est décidé de faire confiance au président et au rapporteur pour l’élaboration du rapport.

Nous suspendons nos travaux quelques minutes.

- *La séance est suspendue à 15 heures 26 minutes.*

REPRISE DE LA SÉANCE

- *La séance est reprise à 15 heures 31 minutes.*

M. le Président. – La séance est reprise.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M. le Président. – Le support écrit complet de l'intervention de M. l'Ambassadeur sera joint au rapport.

M. Guillaume Soupert (MR). – Y a-t-il déjà une prochaine date ?

M. le Président. – On n'a pas encore fixé de prochaines dates, c'est en lien avec la présidence. C'est toutefois l'occasion d'en parler. On réfléchit à d'autres dates ou à d'autres éléments. Nous avons été occupés par l'évaluation préalable à la ratification du CETA. Il y a d'autres éléments qui peuvent aussi retenir notre attention. N'hésitez donc pas à échanger entre nous et entre les groupes par rapport à l'agenda futur, et pas seulement lié aux présidents successifs. Si ceci vous convient, je propose que l'on invite les présidences suivantes. C'est la Lituanie et la Grèce, ou l'inverse ? Pouvez-vous vérifier, Monsieur Rixhon ?

Je propose que l'on note dans notre PV que les groupes sont aussi invités à faire part de leurs suggestions concernant les futurs agendas de la Commission chargée des questions européennes. Je me permettrai de suggérer moi-même l'un ou l'autre point. Par exemple, 10 ans après la décision du Brexit, quelles sont nos relations avec le Royaume-Uni ? Comment évolue-t-elle du point de vue politique, géostratégique, institutionnelle et économique ? Cela pourrait se faire avec l'un ou l'autre interlocuteur comme WBI, l'AWEx

ou l'ambassadeur du Royaume-Uni, un peu à l'instar de ce que nous avons fait pour le CETA, bien que dans ce cas, il y avait un acte législatif. Ici, il s'agirait plutôt d'une réflexion de fond que nous pourrions mener. On pourrait solliciter les groupes en leur demandant des propositions de toute nature.

Nous avons aussi évoqué une réunion avec Mathias Cormann, secrétaire général de l'OCDE, en séance plénière, puisqu'il a le rang de chef d'État. Il ne savait pas à venir à la date prévue, car il était au Sommet du G7 à Evian qui se tenait le jour de notre séance. Il y a deux nouvelles dates qui sont proposées au début de l'année prochaine. On ferait cela, si vous êtes d'accord, en Parlement réuni, un peu à l'instar de ce qui a été fait il y a quelque temps, quand nous avons accueilli Jean-Claude Juncker, le président de l'époque de la Commission européenne.

J'entends que la prochaine présidence ira à la Lituanie, puis à la Grèce. Ensuite, ce sera l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Slovaquie et Malte. Nous serons déjà en 2030.

Il me reste à vous remercier et à vous souhaiter une excellente après-midi. Merci à tous.

Ceci clôt nos travaux de ce jour.

La séance est levée.

- La séance est levée à 15 heures 35 minutes.

LISTE DES INTERVENANTS

M. Willy Borsus, Président

M. Kevin Conmy, Ambassadeur d'Irlande près le Royaume de Belgique

M. Nicolas Janssen, MR

Mme Sylvie Muratore, PS

M. Loris Resinelli, Les Engagés

M. Guillaume Soupart, MR

ABRÉVIATIONS COURANTES

AWEx	Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers
CETA	Comprehensive Economic and Trade Agreement (Accord économique et commercial global)
CFP	cadre financier pluriannuel
EU	European Union (Union européenne)
G7	Groupe des sept pays les plus industrialisés du monde (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon)
IA	intelligence artificielle
MERCOSUR	Mercado Común del Sur (Marché commun du Sud)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAC	Politique agricole commune
PV	procès-verbal
UE	Union européenne
WBI	Wallonie-Bruxelles International